



Rapport Financier Semestriel 2008

Keyrus

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL 4.268.592,50 €

SIEGE SOCIAL : 155, RUE ANATOLE FRANCE 92300 LEVALLOIS-PERRET
400 149 647 RCS NANTERRE

Sommaire

Rapport semestriel d'activité

Comptes semestriels consolidés résumés

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

I- RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Dans un contexte économique incertain, le groupe Keyrus a réalisé au cours du premier semestre 2008 un chiffre d'affaires de 57,5 millions d'euros contre 57,4 millions d'euros au titre de l'exercice précédent.

Après retraitement du chiffre d'affaires réalisé par la société Alphaséga suite à la cession en septembre 2007, la croissance est de l'ordre de 6,8%.

1. Faits marquants de la période

La transformation de l'activité Grands Comptes a pesé lourdement sur les marges du 1^{er} semestre 2008 notamment en Ile de France.

Le bien fondé et la nécessité de cette démarche n'est pas remise en cause.

Au cours du premier semestre 2008, la transformation du pôle Mid Market s'est achevée et les résultats générés sur cette période sont satisfaisants et prometteurs.

2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Keyrus s'est établi à 57,5 millions d'euros au premier semestre

2008, en hausse de 6,8% par rapport à celui du premier semestre 2007 après retraitement du chiffre d'affaires relatif à la société Alphaséga cédée en septembre 2007.

Le chiffre d'affaires du groupe Keyrus se décompose comme suit :

- Grands Comptes : 38,9 M€
- Mid Market : 18,6 M€

La croissance organique globale du groupe Keyrus se situe à 4,3 % et s'analyse comme suit :

- Grands Comptes + 2%
- Mid Market +9 %

3. Résultats

Le résultat opérationnel courant s'élève à 0,2 millions d'euros en baisse par rapport à celui du premier semestre 2007 (1,5 millions d'euros).

Le résultat opérationnel courant se décompose comme suit :

- Grands Comptes : -0,5 M€
- Mid Market : +0,7 M€

La contribution négative de l'activité Grands Comptes est essentiellement localisée en Ile de France.

L'agence parisienne a été moins performante sur la gestion de son taux d'activité (baisse de 7 points) mais aussi au niveau commercial.

Cette situation est la conséquence d'une structure un peu complexe, d'un projet insuffisamment compris, conduisant à une perte de repères pour certains et à une inefficacité managériale.

Au cours du troisième trimestre 2008, des mesures ont été prises afin de diminuer les coûts de structure de cette agence.

Une charge opérationnelle non courante de 0,7 millions d'euros a été constatée au premier semestre 2008.

Le Résultat opérationnel s'élève à -0,5 millions d'euros contre 1 millions d'euros au premier semestre 2007.

Le coût de l'endettement financier est une charge de 0,6 millions d'euros contre une charge de 0,3 millions d'euros au premier semestre 2007.

Les autres produits et charges financiers intègrent une provision pour perte de change sur le dollar canadien de 0,3 millions d'euros.

Compte tenu d'une charge financière totale de 0,9 millions d'euros et d'une charge d'impôt de 0,4 millions d'euros, le résultat net consolidé ressort à - 1 million d'euros au premier semestre contre 0,5 millions d'euros au premier semestre 2007.

Le résultat net par action (dilué) ressort à -0,05 centimes par action contre 0,03 centimes au premier semestre 2007.

4. Flux de trésorerie

La capacité d'autofinancement après coût de l'endettement et impôt ressort à -0,3 millions d'euros contre 0,5 millions d'euros au premier semestre 2007.

La variation du besoin en fonds de roulement est restée stable par rapport au premier semestre 2007.

Le montant net des investissements s'établit à 1,8 millions d'euros contre 1,9 millions d'euros au premier semestre 2007.

Les crédits à moyen terme ont baissé de 0,7 millions d'euros. Les intérêts payés ont atteint 0,6 millions d'euros contre 0,3 millions d'euros au premier semestre 2007.

La trésorerie disponible s'élève à 5,3 millions au 30 juin 2008 contre 8,6 millions au 31 décembre 2007.

5. Bilan

Les actifs non courants ressortent à 42,4 millions d'euros au 30 juin 2008 contre 41,8 millions d'euros au 31 décembre 2007. Ils sont constitués en grande partie par le goodwill de 34,9 millions d'euros.

Les actifs courants s'élèvent à 48,9 millions d'euros contre 51,8 millions d'euros au 31 décembre 2007.

Le poste trésorerie varie de 8,7 millions d'euros au 31 décembre 2007 à 5,4 millions d'euros au 30 juin 2008.

Les capitaux propres consolidés s'établissent à 26,9 millions d'euros au 30 juin 2008 contre 28 millions d'euros au 31 décembre 2007.

L'endettement financier ressort à 15,8 millions au 30 juin 2008, contre 16,5 millions d'euros au 31 décembre 2007.

6. Principales transactions avec les parties liées

L'ensemble des transactions concerne des opérations courantes entre les sociétés incluses dans le Périmètre de consolidation.

7. Evènements postérieurs

Le 11 juillet 2008, Keyrus a procédé à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'un emprunt d'un montant nominal de 13.000.000 euros représenté par 26.000 obligations à bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (OBSAAR) d'une valeur nominale unitaire de 500 euros.

8. Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice

Les principaux facteurs de risque auxquels le groupe Keyrus pourrait être confronté sont détaillés au chapitre 4 du document de référence 2007 enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 26 juin 2008 sous le numéro R.08-79.

- Risques Clients

Une provision pour dépréciation a été constatée pour les montants estimés irrécouvrables à hauteur de 2.381 K€. Cette provision a été déterminée par référence à des statistiques historiques passées. Les administrateurs considèrent que le montant net comptabilisé pour les créances correspond approximativement à leur juste valeur.

Le risque de crédit du Groupe est essentiellement lié à ses créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour dépréciation. Une dépréciation est constatée, lorsqu'il existe un événement identifié de risque de perte, qui, basé sur l'expérience passée, constitue une évidence suffisante de la réduction du montant recouvrable de la créance. La totalité des créances est à moins d'un an.

- Risque de crédit

Les principaux actifs financiers du Groupe sont les comptes bancaires et la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs.

Le risque de crédit sur les actifs de trésorerie est limité, parce que les contreparties en sont des banques avec de hauts niveaux de notation de crédit attribués par des agences internationales de notation.

Le Groupe n'a pas de concentration significative de son risque de crédit, avec une exposition largement répartie sur de nombreux acteurs du marché.

Les difficultés rencontrées au cours du premier semestre 2008, les mesures prises au cours du troisième trimestre et la focalisation du management laissent envisager une amélioration de la performance si le contexte économique ne se dégrade pas.

II- COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES

KEYRUS

I. — Comptes de résultat consolidé

En K€	30/06/2008 6 mois	30/06/2007 6 mois	31/12/2007 12 mois
Chiffre d'affaires	57 471	57 439	113 364
Autres produits de l'activité	156	7	129
Total produits des activités ordinaires	57 627	57 446	113 493
Achats consommés	-22 367	-23 358	-46 695
Charges de personnel	-32 907	-30 972	-60 530
Impôts et taxes	-1 365	-1 205	-2 309
Amortissements	-630	-467	-1 061
Pertes de valeur	-173	239	-133
Autres produits et charges opérationnels	-22	-190	84
Résultat Opérationnel Courant	162	1 493	2 850
Autres produits opérationnels			489
Autres charges opérationnelles	-666	-535	-1 687
Résultat Opérationnel	-504	958	1 652
Coût de l'endettement financier net	-562	-329	-610
Autres produits et charges financiers	-344	20	-318
Résultat avant impôt	-1 410	650	724
Impôts sur le résultat	394	-187	-192
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		38	5
Résultat net	-1 016	500	537
Dont:			
Part du Groupe	-948	504	651
<i>Part des minoritaires</i>	-68	-4	-114
Résultat par action	-0,06	0,03	0,04
Résultat dilué par action	-0,05	0,03	0,03

II. — Bilan

ACTIF	En K€	
	30/06/2008	31/12/2007
Goodwill	34 868	35 344
Immobilisations Incorporelles	606	636
Immobilisations Corporelles	2 804	2 647
Actifs financiers non courants	1 379	964
Impôts différés actifs	2 727	2 257
Total Actif Non Courant	42 385	41 847
Stocks et en cours	84	120
Créances clients et autres débiteurs	43 443	42 929
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 377	8 701
Total Actif Courant	48 904	51 750
Total de l'actif	91 289	93 597

PASSIF	30/06/2008	31/12/2007
Capital	4 190	4 190
Primes d'émission	20 940	20 940
Réserves consolidées	2 678	2 150
Différence de conversion	-9	-11
Résultat consolidé	-948	651
Capitaux Propres Part du Groupe	26 850	27 919
Intérêts minoritaires	51	97
Total des capitaux propres	26 901	28 016
Provisions	982	882
Passif financiers	8 930	9 534
Impôts différés passifs	3	4
Total Passif Non Courant	9 915	10 419
Passifs financiers	6 821	6 940
Provisions		
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	12 765	12 958
Dettes fiscales et sociales	20 505	20 758
Autres passifs	14 383	14 506
Total Passif Courant	54 474	55 161
Total du passif	91 289	93 597

III — Tableaux des flux de trésorerie consolidés

OPERATIONS	En K€		
	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Résultat net	-1 016	500	537
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		15	
Dotations nettes Amortissements et pertes de valeurs	730	168	924
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés			
Plus et moins-values de cession	19	-107	-454
Quote-part de résultat liée aux SME		-38	-5
Résultat de dilution			
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	-267	538	1 002
Coût de l'endettement financier net	562	335	845
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	-376	187	192
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt	-81	1 060	2 039
Impôts versé	-154	-232	-240
Variation du BFR	40	2 549	-249
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-195	3 377	1 550
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-724	-786	-1 758
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	16	12	36
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	181	441	
Encaissements liés aux cessions titres consolidés			
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-358	-435	44
Incidence des variations de périmètre	-882	-1 083	-2 714
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 766	-1 852	-4 392
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital			
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		755	755
Rachats et reventes d'actions propres	-28	-2	-588
Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-3 748	-7 182	-20 521
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	3 039	5 534	23 612
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	-562	-335	-687
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-1 299	-1 230	2 571
Incidence des variations des cours des devises	-10	25	-1
Variation de trésorerie	-3 270	320	-272
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à l'ouverture	8 647	8 919	8 919
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à la clôture	5 307	9 239	8 647

IV — Variation des capitaux propres

<i>En milliers d'euros</i>	Capital Social	Prime d'émission	Réserves de consolidation	Différence de conversion	Résultat consolidé	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Solde au 31/12/2006	4 058	20 222	215	-142	2 608	26 961	103	27 063
Augmentation de capital	131	718				849		849
Affectation résultat & reclassement			2 608		-2 608	0		0
Ecart de conversion				132		132	26	158
Résultat 2007					651	651	-32	619
Stocks options						0		0
Variation de l'auto détention			-588			-588		-588
Variation de périmètre						0		0
Autres			-85			-85		-85
Solde au 31/12/2007	4 189	20 940	2 150	-10	651	27 920	96	28 016
Augmentation de capital						0		0
Affectation résultat & reclassement			651		-651	0		0
Ecart de conversion						0	-1	-1
Résultat 2008					-948	-948	-44	-992
Stocks options						0		0
Variation de l'auto détention			-23			-23		-23
Variation de périmètre				1		1		1
Autres			-100			-100		-100
Solde au 30/06/2008	4 189	20 940	2 678	-9	-948	26 850	51	26 901

V — Notes annexes

(les montants sont exprimés en K€ sauf mention contraire)

GENERALITES

Keyrus (« la Société ») est une société anonyme, de droit français. Les actions de la Société sont admises à la cote du marché Euronext de Nyse Euronext compartiment C (small caps) de la Bourse de Paris.

Les états financiers consolidés au 30 juin 2008 reflètent la situation comptable de Keyrus et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associés et coentreprises. Ils sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche.

Le conseil d'Administration a arrêté les comptes semestriels consolidés résumés le 8 septembre 2008 et donné son autorisation de publication des états financiers consolidés au 30 juin 2008.

Note 1. – Principes comptables

Les comptes semestriels consolidés résumés 2008 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et à la norme IAS 34 sur les arrêts intermédiaires.

Les principes comptables retenus pour l'établissement de ces informations financières sont conformes à ceux appliqués par le Groupe au 31 décembre 2007 tels qu'énoncés ci-après. Les nouvelles normes et interprétations entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2008 et parues au Journal Officiel de l'Union Européenne à la date de la clôture des comptes, sont également appliquées, mais n'ont pas d'effet significatif sur l'information financière présentée.

Application de nouvelles normes par anticipation de leur date d'application obligatoire :

Le Groupe a choisi de n'appliquer par anticipation aucune norme, amendement de norme ou interprétation dont l'application n'est pas obligatoire à la date d'arrêté des états financiers.

Les normes suivantes ont été publiées par l'IASB mais ne sont pas encore approuvées par l'Union Européenne

Le Groupe pourrait être concerné par :

- IAS 1 révisée – Présentation des états financiers
- IAS 23 révisée – Coûts d'emprunt
- Amendement IAS 27 – Etats financiers consolidés et individuels
- Amendement IFRS 2 – Conditions d'acquisition et annulations
- IFRS 3 révisée – Rapprochements d'entreprises
- Amendement à IAS 32 et IAS 1 – Instruments financiers remboursables par anticipation à la juste valeur et obligation liées à la liquidation,
- Amendement à IFRS 1 et IAS 27- Détermination du coût d'une participation dans les états financiers
- Amélioration des normes IFRS – Recueil d'amendements aux IFRS

Le Groupe mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes.

Saisonnalité

Le chiffre d'affaires de chaque semestre est relativement équilibré. Les dépenses opérationnelles sont généralement uniformément réparties sur l'année.

Impôts sur le résultat

Pour les comptes intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée en appliquant au résultat comptable de la période le taux moyen annuel estimé pour l'année fiscale en cours pour chaque entité.

1) **Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés** : les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

2) **Méthodes de consolidation** :

a) Les filiales (sociétés contrôlées) sont consolidées par intégration globale. Par contrôle on entend le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités, le pouvoir s'accompagnant de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Toutes les transactions internes sont éliminées en consolidation.

b) Les entreprises associées sont toutes les entités dont le Groupe ne détient pas le contrôle, mais sur lesquelles il exerce une influence notable qui s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20% et 50% des droits de vote. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et initialement comptabilisées à leur coût. La participation du Groupe dans les entreprises

associées comprend le goodwill (net de tout cumul de pertes de valeur) identifié lors de l'acquisition. La quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées postérieurement à l'acquisition est comptabilisée en résultat consolidé. Lorsque la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure ou égale à sa participation dans l'entreprise associée, y compris toute créance non garantie, le Groupe ne comptabilise pas de pertes additionnelles, sauf s'il a encouru une obligation ou effectué des paiements au nom de l'entreprise associée. Les gains latents sur les transactions entre le Groupe et ses entreprises associées sont éliminés en proportion de la participation du Groupe dans les entreprises associées. Les pertes latentes sont également éliminées, à moins qu'en cas d'actif cédé, la transaction n'indique une perte de valeur. Les méthodes comptables des entreprises associées ont été modifiées lorsque nécessaire afin de les aligner sur celles adoptées par le Groupe. Les gains et les pertes de dilution dans les entreprises associées sont comptabilisés au compte de résultat.

3) **Regroupements d'entreprises** : Ces regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis. L'écart résiduel de l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est comptabilisé en tant qu'actif, en goodwill. Si, après ré estimation, la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

4) **Intérêts minoritaires** : Ils sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des actifs nets acquis. Les cessions au profit des intérêts minoritaires donnent lieu à dégagement de profits ou pertes que le Groupe comptabilise au compte de résultat. Les acquisitions de titres auprès des intérêts minoritaires génèrent un goodwill. Ce goodwill représente la différence entre le prix payé et la quote-part acquise correspondante de la valeur comptable des actifs nets. Par assimilation au traitement retenu pour la cession, l'ouverture de capital réservée à des intérêts minoritaires sans changement de méthode de consolidation génère un profit de dilution qui sera comptabilisé dans les autres produits.

5) **Conversion des comptes exprimés en monnaies étrangères** : Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste « Différence de conversion ».

Les goodwills et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont donc exprimés dans la devise fonctionnelle de l'entité et sont convertis au taux de clôture.

6) **Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères** : Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat (en autres produits et charges financiers).

7) **Immobilisations incorporelles et corporelles** : Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles »,

seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est bien inférieure à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession. Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

a) **Autres immobilisations incorporelles** : Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont principalement des logiciels. Ces derniers sont soit acquis ou créés, à usage interne. Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties linéairement sur une durée de 3 ans au maximum.

Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie. Toutes les immobilisations incorporelles (hors goodwill) sont amorties sur leur durée de vie estimée.

b) **Immobilisations corporelles** : Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

Agencements, Installations techniques	8 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	3 ans
Mobilier	8 ans

Le mode d'amortissement utilisé par le groupe est le mode linéaire.

Les biens financés par un contrat de crédit-bail ou de location de longue durée, qui en substance transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisés dans l'actif immobilisé.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

8) **Goodwills** : Les goodwill représentent l'excédent du coût d'une acquisition sur la juste valeur de la quote-part du Groupe dans les actifs nets identifiables de la filiale (entreprise

associée) à la date d'acquisition. Le goodwill se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les titres des participations. Les goodwills comptabilisés séparément font l'objet, une fois par an, d'un test de dépréciation. La méthodologie retenue consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des entités opérationnelles du groupe, aux actifs nets correspondants (y compris goodwills). Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation et d'une valeur terminale. Les hypothèses retenues en terme de variation du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des entités opérationnelles ainsi qu'à leurs budgets validés par leurs comités de Direction. Des tests de dépréciation complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle.

Les dépréciations relatives aux goodwills ne sont pas réversibles.

Le test annuel 2007 de dépréciation des goodwills a conduit à ne comptabiliser aucune dépréciation.

9) **Actifs financiers non courants** : Ce poste comprend exclusivement des prêts et des dépôts de garantie. Les prêts sont comptabilisés au coût amorti. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La dépréciation correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

A chaque clôture, un examen des autres actifs financiers est effectué afin d'apprécier s'il existe des indications objectives de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

10) **Stocks** : Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

11) **Clients et autres débiteurs** : Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

12) **Titres d'autocontrôle** : Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition, en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

13) **Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel** : En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le groupe participe à des régimes de retraites. Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- La méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour

obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs ;

- La méthode dite du corridor n'est pas appliquée. Les écarts actuariels sont comptabilisés en charge de personnel.

Le traitement comptable des options de souscription ou d'achats d'actions attribuées aux salariés est décrit dans la note 21 ci-après.

14) **Provisions pour restructuration** : Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné dans l'exercice lorsqu'il résulte d'une obligation du groupe, vis-à-vis de tiers, ayant pour origine la décision prise par l'organe compétent et matérialisée avant la date de clôture par l'annonce de cette décision aux tiers concernés. Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux coûts des préavis non effectués et coûts de formation des personnes devant partir et aux autres coûts liés aux fermetures de sites.

Les montants provisionnés correspondant à des prévisions de décaissements futurs à effectuer dans le cadre des plans de restructuration sont évalués pour leur valeur actuelle lorsque l'échéancier des paiements est tel que l'effet de la valeur temps est jugé significatif. L'effet du passage du temps est comptabilisé en coût de financement.

15) **Emprunts portant intérêt** : Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur valeur nominale d'origine, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont ensuite comptabilisés au coût amorti. La différence entre le coût amorti et la valeur de remboursement est reprise en résultat en fonction de leur taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts.

16) **Impôts différés** : Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels des filiales en application des options fiscales dérogatoires. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

Pour apprécier la capacité du groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- Prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- Part des charges exceptionnelles ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées ;
- Historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Le Groupe compense les actifs et les passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relève de la même autorité fiscale.

17) **Chiffre d'affaires** : Les revenus sont constitués par les ventes de marchandises, les ventes de services produits dans le cadre des activités principales du groupe et les produits des licences (nets de T.V.A.). Ils sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais.

Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens. En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au groupe.

Pour le chiffre d'affaires relatif aux licences, ventes ou autres revenus associés à des logiciels, le groupe reconnaît le revenu en général à la livraison du logiciel. Pour les transactions impliquant des prestations de services, le groupe reconnaît des revenus sur la période au cours de laquelle les services sont rendus selon la méthode du pourcentage d'avancement.

Pour les transactions ne comprenant que des services, des prestations de formation ou de conseils, le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus. Les revenus relatifs à de la maintenance, y compris le support client postérieurement à un contrat sont différés et reconnus au prorata du temps écoulé sur la période contractuelle de service.

18) **Résultat Opérationnel Courant et Résultat Opérationnel** : Le Résultat Opérationnel Courant est représenté par l'écart entre le chiffre d'affaires et les charges opérationnelles courantes. Celles-ci sont égales aux coûts des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), aux charges commerciales, aux charges administratives et générales. Sont notamment compris les coûts des pensions et retraites, la participation des salariés, les rémunérations payées en actions (plans de souscription d'actions) et les résultats sur cession des immobilisations incorporelles et corporelles. Le résultat opérationnel incorpore en plus les coûts de restructuration, les dépréciations d'actifs (y compris sur les goodwill) et les profits de dilution.

La notion de résultat de l'activité opérationnelle s'apprécie avant les produits et charges financiers et notamment le coût de financement et les résultats sur cession des actifs financiers et les charges d'impôt sur les bénéfices.

19) **Coût de financement** : Il inclut les charges et produits d'intérêts sur les dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement) et de la trésorerie totale (trésorerie, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement).

20) **Trésorerie et équivalents de trésorerie** : Conformément à la norme IAS 7 « *Tableau des flux de trésorerie* », la trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité. Les placements dans des actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions sont exclus de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie. Conformément à la norme IAS 39 « *Instruments financiers* », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, les découverts bancaires sont présentés en net de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

21) **Options de souscription ou d'achat d'actions** : Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « *Paiement en actions* », les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés et aux administrateurs sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes :

- La juste valeur des options attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues, est déterminée à la date d'attribution. Cette valeur est comptabilisée en augmentation du poste « Autres réserves » par le débit d'un compte de résultat « Rémunérations payées en actions » sur la période d'acquisition des droits d'exercice. Cette comptabilisation n'est pas linéaire mais dépend des conditions d'acquisition des droits spécifiques à chaque plan.
- La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle mathématique de valorisation Black, Scholes & Merton, sur la base d'hypothèses déterminées par la Direction. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.
- Ce modèle tient compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

Conformément à IFRS 2, les options de souscription d'actions octroyées en contrepartie du contrôle d'une entreprise dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont couvertes par la norme IFRS 3 « *Regroupement d'entreprises* ». Aucune charge relative à ces plans n'est enregistrée.

22) **Information sectorielle** : Un secteur est une composante distincte du Groupe, engagée dans la fourniture de biens ou de services (secteur d'activité) ou dans la fourniture de bien ou de services au sein d'un environnement économique particulier (secteur géographique), et exposée à des risques et à une rentabilité différente des risques et de la rentabilité des autres secteurs.

Le premier et deuxième niveau de l'information sectorielle sont respectivement le secteur d'activité et le secteur géographique.

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les goodwill affectables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles. Ils n'incluent pas les impôts différés actifs et les actifs financiers non courants. Ces actifs sont portés dans la ligne « non affectés ».

Les passifs sectoriels sont les passifs résultant des activités d'un secteur qui sont directement affectable à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Ils comprennent les passifs courants et non courants à l'exception des dettes financières et des impôts différés passifs. Ces passifs sont portés dans la ligne « non affectés ».

23) **Résultat par action** : Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existant à la date de clôture et en excluant les instruments anti-dilutifs.

Lorsque les fonds sont recueillis lors de l'exercice des droits (cas des options), ils sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché et ce uniquement si celui-ci est supérieur au prix d'exercice du droit.

Dans les deux cas, les fonds sont pris en compte prorata temporis lors de l'année d'émission des instruments dilutifs et au premier jour les années suivantes.

24) *Politique de gestion des risques financiers*

En matière de risque de change environ 87% du chiffre d'affaires du groupe est réalisé en euro.

Dans ce contexte la société ne pratique pas de couverture du risque de change.

En ce qui concerne le risque de taux la dette financière est à taux variable.

Note 2. – Evènements postérieurs

Le 11 juillet 2008, Keyrus a procédé à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'un emprunt d'un montant nominal de 13.000.000 euros représenté par 26.000 obligations à bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (OBSAAR) d'une valeur nominale unitaire de 500 euros.

Note 3. – Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs – particulièrement les goodwill et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêt, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période. Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ces estimations.

Note 4. – Evolution du périmètre de consolidation.

Aucune modification n'est intervenue au cours du premier semestre 2008 dans le périmètre de consolidation.

Les principales modifications intervenues au cours de l'année 2007 dans le périmètre de consolidation résultent des événements suivants :

- En mars 2007, Keyrus SA a acquis la société Zeni Corporation puis l'a absorbé suite à une décision approuvée lors de l'Assemblée Générale du 28 juin 2007.
- En juin 2007, la société Universal Testing a absorbé la société ADH et le nouvel ensemble a fait l'objet d'un Transfert Universel de Patrimoine au sein de Keyrus SA.
- En août 2007, Keyrus SA a absorbé sa filiale Alpha Technologie Application en procédant à un Transfert Universel de Patrimoine.
- En septembre 2007, Absys Cyborg a cédé la société Alphaméga au Groupe Cheops Technologies.
- En Octobre 2007, Absys Cyborg a absorbé la société Absys avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2007.
- En novembre 2007, Keyrus Canada a procédé à l'acquisition de la société Trilogia Inc, puis l'a absorbé le 31 décembre 2007.
- En décembre 2007, la société Keyrus SA a absorbé sa filiale Keyrus Lyon en procédant à un Transfert Universel de Patrimoine.
- En décembre 2007, la société Absys – Cyborg a absorbé sa filiale Absys avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2007.

La juste valeur du goodwill est attribuable aux synergies et aux renforcements de nos offres attendus de ces acquisitions.

Le périmètre comprend les sociétés suivantes au 30 juin 2008.

Nom au 30/06/08	Siège	Date de clôture des comptes sociaux	% de contrôle	% d'intérêt	Période de consolidation
KEYRUS	Paris - France	31 décembre	Société consolidante		01/01/08 - 30/06/08
Keyrus Canada Inc	Montréal - Canada	31 décembre	80%	80%	01/01/08 - 30/06/08
Absys - Cyborg	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/08 - 30/06/08
Absys-Cyborg Tunisie	Tunis - Tunisie	30 juin	51%	51%	01/01/08 - 30/06/08
Absys - Cyborg Belgique	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/08 - 30/06/08
Keyrus Suisse	Genève - Suisse	31 décembre	100%	100%	01/01/08 - 30/06/08
Keyrus Benelux	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/08 - 30/06/08
Keyrus Belgium	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/08 - 30/06/08
Keyrus Luxembourg	Luxembourg	31 décembre	100%	100%	01/01/08 - 30/06/08
Keyrus Espagne	Madrid - Espagne	31 décembre	100%	100%	01/01/08 - 30/06/08
Keyrus do Brazil	Sao Paulo - Brésil	31 décembre	100%	100%	01/01/08 - 30/06/08
Keyrus Maurice	Port Louis - Ile Maurice	31 mars	100%	100%	01/01/08 - 30/06/08
Adexys	Nantes - France	30 juin	28,50%	28,50%	01/01/08 - 30/06/08

Pour les filiales présentant des dates de clôture décalées, des états financiers intermédiaires sont établis au 30 juin pour les besoins de la consolidation.

Note 5. – Information par segment d'activité et par zone géographique.

Les tableaux ci-dessous déclinent les informations pour les segments d'activité des Grands Comptes et du Middle Market.

Les données par segments suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées par le Groupe pour établir ces états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

Toutes les relations commerciales inter-segment sont établies sur une base de marché, à des termes et des conditions similaires à ceux prévalant pour des fournitures de biens et services à des tiers externes au Groupe.

La mesure de la performance de chaque segment est basée sur la « Résultat Opérationnel Courant ».

Les segments d'activité présentés sont identiques à ceux figurant dans l'information fournie au Conseil d'Administration et au Comité de Direction Groupe.

en Milliers €	Au 30 juin 2008			Au 30 juin 2007			Au 31 décembre 2007		
	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total
Produits									
Ventes externes	38 897	18 574	57 471	37 050	20 389	57 439	74 321	39 044	113 365
Total des produits des opérations se poursuivant	38 897	18 574	57 471	37 050	20 389	57 439	74 321	39 044	113 365
Marge Opérationnelle	-501	664	162	1 164	329	1 493	1 674	1 175	2 850
Autres Produits			0			0			0
Autres Charges	-459	-207	-666	-116	-419	-535	-245	-952	-1 197
Résultat Opérationnel	-960	456	-504	1 048	-90	958	1 429	223	1 652

en Milliers €	Au 30 juin 2008			Au 30 juin 2007			Au 31 décembre 2007		
	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total
Bilan :									
Actifs									
Goodwills	23 313	11 556	34 868	18 752	15 526	34 278	23 789	11 556	35 345
Immobilisations nettes	2 582	828	3 410	5 097	3 045	8 142	2 391	892	3 283
Dépreciations d'actifs passées en résultat	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs sectoriels	30 257	13 270	43 527	27 727	19 373	47 100	28 576	14 473	43 049
Actifs non alloués	5 243	4 241	9 484	7 551	5 280	12 831	8 095	3 826	11 921
Total des actifs consolidés	61 394	29 895	91 289	59 127	43 224	102 351	62 851	30 747	93 598

Note 6 – Autres produits de l'activité

Les autres produits sont principalement composés de remboursement d'assurance et d'annulation de charges d'exploitation au titre des exercices antérieurs.

Note 7 – Charges de personnel

RUBRIQUES	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Salaires et traitements	23 353	21 913	42 826
Charges sociales	9 464	9 107	17 738
Engagement retraite	86	-53	-43
Rémunérations payées en actions	4	4	9
TOTAL	32 907	30 972	60 530

Effectifs	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Cadres	972	857	991
Non cadres	169	228	140
Total effectif	1 141	1 085	1 131

Note 8 – Autres produits et charges opérationnels

RUBRIQUES	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Charges de réorganisation	-662	-538	-1 213
Résultat de cession d'actif			489
Transfert Siège Social			-84
Autres	-4	3	-389
Autres produits et charges opérationnels	-666	-535	-1 197

Note 9 – Résultat financier

RUBRIQUES	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Intérêts et autres produits financiers	21	109	165
Reprises sur provisions financières	-	-	-
Autres produits financiers	-	-	-
Total produits financiers	21	109	165
Intérêts et charges assimilées	583	438	775
Dotation aux provisions financières	-	-	-
Autres charges financières	-	-	-
Total Charges financières	583	438	775
Coût de l'endettement financier net	-562	-329	-610

RUBRIQUES	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Gains de change	140	52	147
Autres produits financiers	6	-	-
Total produits financiers	145	52	147
Perte de change	490	31	213
Autres charges financières	-	-	251
Total Charges financières	490	31	464
Autres produits et charges financiers	-344	20	-317

Note 10 – Impôts

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2006
Impôt exigible (charge)	-98	-195	-368
Impôt différé (produit)	491	7	176
Charges d'impôt net	394	-187	-192

La réconciliation entre l'impôt théorique et la charge d'impôt réelle s'établit comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Résultat avant impôts	-1 410	687	729
Taux théorique d'imposition	33,33%	33,33%	33,33%
(Charge) produit d'impôt théorique	-470	229	243
Rapprochement :			
Différences permanentes	43	-84	-244
Activation des impôts différés nés sur exercices antérieurs		-49	-21
Variation/utilisation des impôts différés actifs non reconnus		97	257
Impact du report variable	-2	12	46
Effet des changements des taux d'imposition	30		
Avoir fiscaux et crédit d'impôt			-19
Impact de l'intégration fiscale		-4	
Autres	5	-14	-69
(Charge) produit d'impôt effectivement constaté	-394	187	193
Taux effectif d'impôt	27,92%	27,22%	26,45%

Note 11 – Paiement fondé sur des actions (plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions)

Le groupe attribue à ses salariés et à ses administrateurs des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions. Les règles applicables peuvent être différentes en fonction des plans. La période d'exercice varie selon les bénéficiaires. Les stock-options peuvent être exercées soit dès qu'elles sont acquises, soit après une période de présence. Quelle que soit la durée de la période d'exercice, les stock-options ne pourront être exercées au-delà de 5 ans après la date d'octroi. Lorsqu'une option est exercée, le dénouement se fait uniquement sous forme d'action.

Seuls les plans de stock-options émis à partir du 7 novembre 2002 et les stock-options dont les droits n'ont été acquis que postérieurement au 1^{er} janvier 2005 sont comptabilisés selon IFRS 2. Les options dont les droits ont été entièrement acquis au 31 décembre 2004 ne donnent donc pas lieu à la comptabilisation d'une charge en 2004 ou lors des exercices suivants.

Les plans couverts par cette norme et l'évolution du nombre de stock-options donnant lieu à la reconnaissance d'une charge sont les BSA 2004 et les BSPCE 2004.

Au 30 juin 2008, il n'y a pas eu de nouvelles émissions.

Note 12– Goodwill

en Milliers €	TOTAL
Valeur brute :	
Au 1er janvier 2007	32 916
Acquisitions	2 972
Reclassement comme disponibles à la vente	
Cessions	-366
Autres variations et ajustements	-178
Au 31 décembre 2007	35 344
Acquisitions	
Reclassement comme disponibles à la vente	
Cessions	
Autres variations et ajustements	-476
Au 30 juin 2008	34 868
Dépréciations :	
Au 1er janvier 2007	0
Dotation de l'exercice	0
Au 31 décembre 2007	0
Dotation de l'exercice	0
Au 30 juin 2008	-
Montant net comptable au 30 juin 2008	34 868
Au 31 décembre 2007	35 344

Tous les goodwills comptabilisés au cours des exercices 2007 et 2006 ont été alloués à des unités génératrices de trésorerie (UGT) à la clôture des exercices concernés. Le montant net comptable est réparti de la manière suivante :

	30/06/2008	31/12/2007
Grands Comptes (comprenant plusieurs UGT)	23 312	23 788
Middle Market (comprenant plusieurs UGT)	11 556	11 556
TOTAL	34 868	35 344

Les montants des goodwills relatifs aux acquisitions pour lesquelles la période d'affectation du prix d'acquisition n'est pas terminée au 30 juin 2008 ne sont pas définitifs.

Le test annuel 2007 de dépréciation des goodwills a conduit à ne comptabiliser aucune perte de valeur en 2007.

Un test de valeur des différents goodwills a été réalisé pour chaque UGT constituant le groupe. La valorisation résulte de l'actualisation de la somme des cash-flows d'exploitation prévisionnels après impôts de ladite entité sur une période de 5 ans majorée d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu est de 10 %.

La valeur terminale résulte d'une approche faite sur la base d'un coefficient multiplicateur du résultat courant après impôts actualisé à 10%.

Les budgets prévisionnels retenus dans l'approche ont fait l'objet d'un processus élaboré. Ils sont déterminés par les managers des filiales et validés par la direction générale du groupe.

Note 13 – Immobilisations incorporelles et corporelles

en Milliers €	Concessions , brevets, logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Total des immobilisations corporelles
Valeur brute :					
Au 1er janvier 2007	424	719	1 143	5 782	5 782
Acquisitions	45	355	400	1 424	1 424
Cessions	-92	-14	-106	-661	-661
Variation de périmètre	115	62	177	958	958
Ecart de change	-3	-60	-63	29	29
Reclassement	53	46	99	-53	-53
Au 1er janvier 2008	542	1 107	1 649	7 481	7 481
Acquisitions	28	104	132	668	668
Cessions	0	-40	-40	-72	-72
Variation de périmètre	0	0	0	0	0
Ecart de change	-4	1	-3	-12	-12
Reclassement	-15	-11	-26	26	26
Au 30 juin 2008	552	1 160	1 712	8 090	8 090
Amortissements cumulés et pertes de valeurs :					
Au 1er janvier 2007	272	585	857	3 787	3 787
Charge d'amortissement de l'exercice	81	98	179	998	998
Dépréciations					0
Cessions	-92	-3	-95	-636	-636
Variation de périmètre	74		74	646	646
Ecart de change et reclassement	-1	-1	-2	39	39
Au 1er janvier 2008	334	679	1 013	4 835	4 835
Charge d'amortissement de l'exercice	55	84	139	491	491
Dépréciations					0
Cessions		-23	-23	-54	-54
Variation de périmètre	-1				0
Ecart de change et reclassement	-5	-18	-23	15	15
Au 30 juin 2008	383	723	1 107	5 287	5 287
Montant net :					
Au 30 juin 2008	169	437	605	2 803	2 803
Au 31 décembre 2007	208	428	636	2 646	2 646

Note 14 – Actifs financiers au coût ou au coût amorti

en Milliers €	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Solde au 31/12/2007	968	5	963
Augmentation	602	5	597
Remboursement	-181		-181
Variation de périmètre			0
Solde au 30/06/2008	1 389	10	1 379
en Milliers €	30/06/2008	31/12/2007	
Dépôt de garantie et prêts	1 290	874	
Titres mis en équivalence	89	89	
TOTAL	1 379	963	

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des actifs financiers correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Notes 15 - Stocks

Les stocks sont principalement constitués de logiciels.

en milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007
Marchandises	127	167
Total au coût historique	127	167
Dépréciation à l'ouverture	46	84
Augmentation		46
Diminution	4	84
Dépréciation à la clôture	43	46
TOTAL NET	84	120

Note 16 – Créances clients et autres débiteurs

En milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007
Créances clients	37 223	36 825
Dépréciation sur créances clients	2 381	2 182
Montant net des créances clients	34 842	34 643
Avances et acomptes versés	401	174
Autres débiteurs nets	3 507	3 167
Charges constatées d' avance	4 693	4 946
TOTAL	43 443	42 929

Une provision pour dépréciation a été constatée pour les montants estimés irrécouvrables à hauteur de 2.381 K€. Cette provision a été déterminée par référence à des statistiques historiques passées. Les administrateurs considèrent que le montant net comptabilisé pour les créances correspond approximativement à leur juste valeur.

Le risque de crédit du Groupe est essentiellement lié à ses créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour dépréciation. Une dépréciation est constatée, lorsqu'il existe un événement identifié de risque de perte, qui, basé sur l'expérience passée, constitue une évidence suffisante de la réduction du montant recouvrable de la créance.

La totalité des créances est à moins d'un an.

Note 17 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

RUBRIQUES	30/06/2008	31/12/2007
Equivalents de trésorerie	781	1 094
Disponibilités	4 596	7 607
TOTAL	5 377	8 701

Les soldes bancaires et la trésorerie comprennent les actifs détenus sur les comptes de dépôts bancaires, dont la maturité est à moins de trois mois. Le montant comptabilisé approche la juste valeur de ces actifs.

RUBRIQUES	30/06/2008	31/12/2007
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 377	8 701
Découverts bancaires	-70	-54
Trésorerie du tableau des flux	5 307	8 647

Risque de crédit

Les principaux actifs financiers du Groupe sont les comptes bancaires et la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs.

Le risque de crédit sur les actifs de trésorerie est limité, parce que les contreparties en sont des banques avec de hauts niveaux de notation de crédit attribués par des agences internationales de notation.

Le Groupe n'a pas de concentration significative de son risque de crédit, avec une exposition largement répartie sur de nombreux acteurs du marché.

Note 18 - Capitaux propres

Capital

	30/06/2008	31/12/2007
<u>Capital Autorisé (en milliers d'euros)</u>		
17.074.370 Actions ordinaires d'un montant nominal de 0,25€	4 269	4 268
<u>Capital souscrit, appelé et versé (en nombre d'actions)</u>		
<i>A l'ouverture de l'exercice</i>	16 593 325	16 231 607
Emises suite à l'exercice de stock option	0	0
Emises contre trésorerie	3 000	525 576
Rachat d'actions propres	-16 885	-163 858
<i>A la clôture de l'exercice</i>	16 579 440	16 593 325

La Société a une seule classe d'actions ordinaires donnant toutes droits aux mêmes dividendes.

Ecart de conversion

La variation des écarts de conversion est nulle sur le premier semestre (130 K€ en 2007) et correspond principalement à l'effet de fluctuation du dollar canadien, du réal brésilien et du franc suisse par rapport à l'euro.

Actions auto-détenues

	Nombre de Titres	En Milliers d'Euros
<u>Au 1er janvier 2007</u>	314 187	1068
Acquisitions	168 104	606
Cessions	-4 246	-22
<u>Au 1er janvier 2008</u>	478 045	1 652
Acquisitions	18 850	32
Cessions	-1 965	-8
<u>Au 30 juin 2008</u>	494 930	1 676

Note 19 – Provisions à long terme

RUBRIQUES	31/12/2007	Variation de périmètre	Dotations	Reprise utilisées	Reprise non utilisées	30/06/2008
Provisions pour risques & charges	734	-	181	167	-	748
Provisions pour engagement retraite	147	-	86	-	-	234
Provisions à long terme	882	0	267	167	-	982
Provisions pour risques	0	-	-	-	-	0
Provisions pour charges	0	-	-	-	-	0
Provisions à court terme	-	-	-	-	-	-

Les provisions correspondent essentiellement à des litiges prud'homaux.

Note 20 - Dettes pour engagements donnés aux salariés

La majeure partie des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation du Groupe sont des entités européennes. Selon les réglementations et usages en vigueur des avantages complémentaires peuvent être accordés au personnel.

Lorsque les avantages complémentaires octroyés au personnel donnent lieu à une prestation future pour le Groupe, une provision est calculée selon une méthode d'évaluation actuarielle telle que décrite au paragraphe 1-13.

Les provisions inscrites au bilan correspondent à l'engagement net en matière d'indemnités de fin de carrière.

Les principales hypothèses utilisées pour les évaluations actuarielles des plans sont les suivantes:

	<u>30/06/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Taux d'actualisation	4,74%	4,47%
Augmentation annuelle des salaires	2,00%	2,00%
Turn over (*)		

(*) En fonction de l'âge du salarié

Les montants comptabilisés au titre des engagements de fin de carrière et de retraite s'élève à 234 K€ en 2008.

Les montants nets comptabilisés au titre des engagements de retraite au compte de résultat s'élève à 86K€ en 2008. La charge pour l'exercice est incluse sur la ligne charges de personnel du compte de résultat.

Note 21 – Passifs financiers

RUBRIQUES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts bancaires	12 646	4 082	8 564	-
Dettes sur immobilisation en location financement	19	19	-	-
Découvert bancaires	70	70	-	-
Comptes courants factor	2 650	2 650	-	-
Autres *	366	-	366	-
TOTAL DETTES FINANCIERES	15 751	6 821	8 930	-

* Il s'agit de l'engagement de rachat des intérêts minoritaires de notre filiale Keyrus Canada

RUBRIQUES	31/12/2007	Variation de périmètre	Augmentation	Remboursement	30/06/2008
Emprunts bancaires	13 217		386	956	12 646
Dettes sur immobilisation en location financement	23			4	19
Découverts bancaires	54		70	54	70
Comptes courants factor	2 828			178	2 650
Autres	351		15		366
TOTAL DETTES FINANCIERES	16 473	-	471	1 192	15 751

Les montants des emprunts bancaires et des découverts bancaires sont libellés en euros.

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des passifs financiers hors emprunts bancaires correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Les emprunts bancaires à hauteur de 12.646 K€ (contre 13.217 K€ à fin 2007) sont conclus à des taux d'intérêt variables et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation des taux. Les intérêts sur les dettes à taux variable sont indexés sur l'Euribor 3 mois.

Les découverts sont conclus à des taux variables et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation de ces taux

Pour les emprunts à taux variable, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable.

Les découverts bancaires sont payables sur demande de la banque.

Le Groupe a souscrit des emprunts bancaires dont les conditions financières sont présentées ci-après :

- Tirage sur 5 ans sous forme de billet sur 6 mois au maximum
- Remboursement annuel correspondant à 1/5 de la dette
- Taux d'intérêt EURIBOR + 0,5%
- Commission de confirmation de 0,25%
- Ratios financiers :

- le rapport de son endettement financier net consolidé sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur ou égal à 0,7 sur la durée du concours

- le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'excédent brut d'exploitation consolidé demeure inférieur ou égal à 3 sur la durée du concours.

Note 22 – Autres passifs courants

RUBRIQUES	Montant au 30/06/2008	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	Montant au 31/12/2007
Provisions à court terme				
Fournisseurs et comptes rattachés	11 967	11 967	-	12 537
Avances et acomptes reçus	798	798	-	421
Dettes fiscales et sociales	20 505	20 505	-	20 758
Dettes sur immobilisations	4 490	1 172	3 318	5 469
Autres dettes	1 189	1 189	-	1 401
Produits constatées d'avance	8 705	8 705	-	7 636
TOTAL	47 653	44 336	3 318	48 222

III- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

RBA SA
5, Rue de Prony
75017 PARIS

Deloitte & Associés
185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

KEYRUS

Société Anonyme

155, rue Anatole France
92300 Levallois-Perret

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Keyrus, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice

professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 24 décembre 2008

Les Commissaires aux Comptes

RBA SA

Christine LENEVEU Robert BELLAICHE

Deloitte & Associés

Jean-Luc BERREBI

IV – ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l'exercice.

Levallois Perret, le 24 décembre 2008,
Eric Cohen
Président Directeur Général